
CONVENTION NATIONALE.



DISCOURS
ET
PROJETS DE DÉCRETS

DE JEAN DEBRY,

Député du Département de l'Aisne,

Sur l'état actuel de la France ;

Prononcé le 24 Décembre 1792, l'an premier de la République.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Législation. Q 1 7 9 2.

(303)



DISCOURS
ET
PROJETS DE DÉCRETS,
DE JEAN DEBRY,

Député du Département de l'Aisne,

Sur l'état actuel de la France ;

Prononcé le 24 Décembre 1792, l'an premier de la République.

CITOYENS,

La situation actuelle de la République française exige des Représentans du peuple les plus sérieuses méditations, & j'ajoute que si nous ne voulons pas nous exposer aux tourmens de l'incertitude, il est temps que la réflexion, pour assurer nos projets, prenne la place de l'espérance, & qu'enfin nous ne soyons plus dirigés par les événemens, mais que nous sachions les prévenir, en calculer les chances, & les fixer.

Nous devons tendre , ce me semble , vers un double but : l'établissement de la liberté sur les lois , & la cessation du mouvement révolutionnaire. Sans liberté les lois ne sont que des violences auxquelles on a droit de résister ; sans lois , la liberté n'est que l'état sauvage , ou plutôt un état de guerre perpétuelle entre les individus ; le mouvement révolutionnaire doit être arrêté quand il a écrasé les pouvoirs usurpateurs , sans quoi la continuation de ce mouvement détruisant la tranquillité & la sûreté de l'état social , le rameneroit à la même situation où le place le régime despotique. Ce n'est donc point avec des mesures révolutionnaires qu'il faut tenter de détruire les abus particuliers , c'est à l'esprit public à les étouffer ; c'est aux réglemens à les proscrire : il ne faut pas employer la massue d'Hercule pour écraser des insectes.

Dans notre état intérieur , je vois que la grande majorité est fortement prononcée pour être libre , & pour n'obéir qu'aux lois qu'elle se sera données ou qu'elle aura acceptées. La LIBERTÉ, LA FORCE & LA SURETÉ , sont les trois points inséparables autour desquels nous rallions nos volontés ; & les hommes coupables & perfides sont ceux qui présentent l'un sans l'autre , qui parlent de *liberté* & de *force* , pour qu'on en abuse , ou de *sûreté* , pour qu'on s'endorme.

Au dehors , les mêmes sentimens ont conduit nos armées : leur valeur a convaincu les Rois de la force des peuples libres ; mais , je le dis , car j'ai le cœur plein de cette idée , en l'étendant davantage , l'appareil de cette force , nous la compromettrions : les vivres , les fourrages , les approvisionnemens , les maladies des camps , les armes & munitions de guerre , les garnisons qu'il faut laisser , tout doit nous convaincre que nos armées ont rempli leur mission , qu'il est temps que leur courage soit employé pour le bonheur public après l'avoir été pour sa gloire , & qu'il ne nous faut pas perdre en profondeur ce que nous avons l'air de gagner en superficie : c'est maintenant à l'image du bonheur intérieur à faire nos plus belles conquêtes. Doutez-vous que ces mêmes hommes , rétablis par une nourriture saine , par une vie plus aisée , au sein de leurs foyers , ne soient plus propres à les quitter ensuite , & à reprendre leurs armes si nous étions attaqués , & nous devons l'être. On veut travailler & égarer le peuple dans l'intérieur ; sera-ce devant des hommes qui connoissent le principe & l'utilité de la subordination , qu'on osera parler de licence & d'anarchie : les intrigans souterrains , les apôtres des meurtres & des séditions

leur persuaderont-ils, maintenant que le trône est abattu, que leur affreuse doctrine est celle de la sainte cause qu'ils ont défendue; ces insinuations perfides feront silence devant le volontaire éclairé, qui certes n'a pas versé son sang pour donner un plus vaste champ à tous les genres d'aristocratie & de malveillance intérieurs, ... Ah! je le pressens d'avance; sans doute on est royaliste, on est fédéraliste, on est agitateur, quand on choque une opinion, je dis mieux, une passion privée.

Mais quoi! quel être ayant un cœur élevé, pourroit s'inquiéter de ces virulentes apostrophes? Hélas! nous en sommes venus à un tel point de fougue et de violence, que les expressions n'ont point de valeur, et qu'on dit d'un homme: c'est un *scélérat*, quand on veut faire entendre qu'il n'est point de notre avis. Cet état ne peut durer; et de tous ces membres, de tous ces citoyens que je vois ici, ou plongés dans la stupeur d'une situation aussi nouvelle, ou ménageant peut-être leur réputation de probité & de talens pour des temps plus prospère, il n'en est pas un qui ne sente que notre marche doit être changée, que les idées du beau, de l'honnête, du juste, de l'injuste, de la convenance, du gouvernement, des lois, de la liberté, doivent être rectifiées par la Convention ou par la Nation elle-même; par la nation qui, ne vous y trompez pas, est debout, est en pied, est armée, est irritée; & contre laquelle lutte, pendant son sommeil, une poignée d'intrigans, d'aristocrates, de malveillans, qui demain disparaîtront de son sein, sans qu'elle ait rien perdu.

Je continuerai donc, & je dirai avec franchise ce que je pense. Les amis de l'humanité, les partisans de la liberté, les appuis de l'indigence m'écoutent; si je peux leur faire espérer enfin le repos & la prospérité, je n'aurai point démerité d'eux, ni perdu mes peines.

Dans ce renversement général de plans, de projets, & même d'opinions, nous abandonner au choc de tant d'éléments contradictoires, & laisser sous le flot de toutes les passions humaines une société corrompue qui se renouvelle, c'est lui livrer, vous le sentez, le plus terrible combat qu'elle puisse essuyer. Le devoir du législateur est donc, de chercher & d'appliquer au plus vite les moyens qui peuvent le mieux rallier les parties de la société, & détruire les germes de désorganisation que toute révolution produit; plantes parasites, nées dans la tempête, & dont l'existence prolongée absorberoit ou vicieroit les sucs de l'arbre social. Toute révolution qui se fait, s'opère dans la vue d'obtenir

une situation meilleure ; c'est en la procurant au peuple , cette situation , que le mouvement révolutionnaire peut cesser : d'où la nécessité d'établir promptement la constitution & toutes ces lois réglementaires qui garantissent la sûreté & l'emploi de LA FORCE. Si jamais la force de la majorité peut être employée , c'est pour obliger la minorité à prendre la situation de liberté , d'égalité , demandée par la nation , & que lui offrent ses représentans législateurs. La loi doit donc précéder la force ; de sages dispositions , des dispositions faites pour ramener le calme , le calme de la liberté puissante , & non celui de l'esclavage , doivent modérer le mouvement révolutionnaire , avant qu'il soit arrêté par l'emploi de la force publique : s'il en étoit autrement , le peuple , justement inquiet , pourroit craindre que la force ne fût employée pour faire prévaloir une volonté particulière au détriment de la volonté générale.

D'après ces idées simples , il est évident pour moi , qu'il faut que le législateur présente des règles auxquelles la volonté du peuple s'astreigne provisoirement , jusqu'à ce qu'il examine , qu'il rejete , qu'il modifie & qu'il adopte enfin une immuable constitution. Ce n'est pas au milieu des troubles qu'elle peut être créée ; elle tiendrait de son origine. Et comment examiner si le principe d'une loi est bon , celui de la circulation des subsistances , par exemple , quand des idées contraires sont pratiquées en vingt endroits de la République ? Foulé , plié en tout sens par les passions opposées de l'instant , comment un principe constitutionnel prendrait-il racine ? Eh ! ceux qui le jugeroient , manqueroient souvent du sang-froid nécessaire pour l'examiner. Et moi , je dirai au peuple : donnez-nous ta force pour que nous soyons libres , la force de ta volonté ; annoncez que tu veux l'ordre jusqu'à ce que tu voyes si cet ordre ne nuit pas à ta liberté ; éloignes ceux qui nous entravent ; & puisque tu nous a chargés de travailler , permets que nous puissions le faire : l'ouvrage achevé , tu le jugeras ; arrêtes ce mouvement incalculable qui nous entraîne avec toi ; si la situation que nous t'offrirons est bonne , & te convient , tu n'auras plus d'intérêt à le continuer. Peuple ! songes que tes ennemis les plus cruels font mille vœux pour que notre marche soit sans cesse embarrassée , pour que nous n'avancions pas d'un seul pas , & que nous ne puissions rien faire pour ton bonheur ; ne les secondes pas : ce n'est point de tracer que tu as besoin , & ce n'est qu'à l'œuvre que tu peux juger tes mandataires. Quand il a fallu lutter avec opiniâtreté contre le trône & les rois prêts à fondre sur nous , certes nous

n'avons pas manqué de courage , nous ne nous sommes pas manqué à nous-mêmes ; & cependant c'est nous qu'on inculpe !

Qu'est-il arrivé après la chute du trône ? Les passions des aristocrates ont-elles eu moins d'activité ? Non , elles ont pris un autre cours ; les modérés du 20 juin sont devenus presque incandescens le 10 août. Eh pourquoi ? C'est que ne pouvant briser le ressort , ils ont voulu le forcer , afin de le rendre également inutile. Croyez qu'ils ont bien espéré faire tourner à leur profit l'étonnement & l'inexpérience du peuple dans ce nouvel ordre de choses ; les vices d'un régime qui avoit corrompu toute la masse sociale , les ont trop bien secondés ; peu de fonctionnaires , peu de citoyens même ont résisté à cette pente qui conduit l'homme à satisfaire ses passions , quand il a le pouvoir en main , & que la loi se tait ou se cache. C'est cette manière de voir qui nourrit encore parmi nous les dissensions qui nous affligent. Au Ministère , on a calculé tous les avantages ou d'aisance ou de puissance pour soi ou pour les siens ; & ce sentiment , s'il ne l'a pas emporté , a agi concurremment avec celui qu'exigeoit l'intérêt de la République , le dévouement au bien général. Dans toutes les classes , l'acte souverain qui avoit frappé la constitution révisée , & les délégations de puissance qu'elle avoit distribuées , a ouvert , au moins pour l'instant , la carrière au crime audacieux & à l'intrigue ; ce qui prouve , entr'autres motifs , combien il importe d'abréger cet intervalle dangereux , où il n'y a plus que l'habitude des relations sociales qui maintienne la société.

Par-tout enfin des autorités inconnues se sont élevées d'elles-mêmes ; le citoyen a ignoré qui lui commandoit , de quel droit il étoit commandé , à qui il devoit obéir ; la jurisprudence politique est devenue aussi variée , aussi bizarre que l'étoit l'ancienne jurisprudence civile ; ce qui étoit crime ici , fut vertu plus loin ; des superfétations de puissance érigées l'une contre l'autre , en laissant douter où se trouvoit la loi , ont légitimé la résistance , prolongé l'anarchie , & donne au régime naissant de la liberté ce qui caractérise celui du despotisme , la licence & l'arbitraire.

Est-ce donc là l'existence , ou n'est-ce pas plutôt l'agonie convulsive de la société ? Et insensés que nous sommes , chargés d'aussi grands intérêts , pourquoi nos mains débiles laissent-elles flotter au gré des petites passions les rênes que nous devrions tenir avec fermeté ? Ah ! Citoyens , ne commettons pas le crime de laisser avilir la puissance nationale : il peseroit tout entier sur nos têtes ; ne justifions pas ce que disent nos ennemis , qu'il est impolitique de forcer à se réunir , en les combattant , ceux qui se



diviseroient d'eux-mêmes, si on ne les attaquoit pas. Fuyez, agens perfides de ces cours scélérates que nous avons bravées & que nous méprisons : c'est de nous que le peuple attend son bonheur ; nous en avons l'honorable mission, nous la remplirons ; & craignez l'infidie ; que la loi reprenne son empire : le peuple le veut ; il l'attend de nous, au moindre signal : j'en jure par son intérêt & par sa gloire ; il déploiera autant de force, il prendra une attitude aussi fière pour faire cesser le désordre, que celle qu'il a manifestée pour abattre la tyrannie. Peuple, l'anarchie est le chemin le plus court pour aller au despotisme ; & ceux qui maintenant te travaillent dans tous les sens, veulent que la lassitude de l'état de liberté t'engage à rentrer dans tes anciens fers ; que les intrigans aussi cessent leurs calculs : ils seront trompés ; nous ne voulons rien pour nous, nous voulons tout pour la nation, pour la nation toute entière ; qu'elle soit heureuse, qu'elle ait une constitution de liberté & d'égalité, dussions-nous périr ensuite. Peuple, grand & sensible, résiste à la barbarie dont tu es sorti, ne souffre pas que l'ignorance t'y ramène ; tu n'es pas inhumain ; non ; les scènes affreuses dont tu as été le témoin & souvent l'objet, n'ont point changé ton antique caractère ; nos vœux sont de le voir reprendre : la gaîté française est sœur de la liberté ; toutes deux doivent faire fleurir cette terre hospitalière qui reviendra, je l'espère, l'asyle des sciences, des arts, & de tout ce qui contribue à maintenir l'indépendance & l'aisance individuelles ; nos soins y auront coopéré : ce sera-là notre plus chère récompense. Eh ! qui de nous n'a pas le plus vif desir de retourner dans ses foyers, après avoir assuré la félicité de la nation ? les puissances de père, de fils & d'époux, les droits de citoyen valent bien qu'on les regrette, quand on en a été aussi long-temps privé. Quel est celui qui espère se prolonger en place ? quel est celui qui le veuille ? L'insensé ! je ne lui veux pour punition que l'accomplissement de ses souhaits. Cessons donc nos dissensions, & marchons au but commun : ajournons-les du moins à l'époque où n'aurons plus rien de grand ni d'utile à opérer pour la nation. Ceux qui demandent l'ordre, prétendent-ils exclure la liberté ? Et ceux qui idolâtrèrent la liberté, la conçoivent-ils sans l'ordre & les lois ? Ce seroit s'abuser des deux côtés. La liberté est à nous, chacun la tient, chacun la surveille : établissons l'ordre pour la mieux assurer ; & puisque la tyrannie n'est plus, puisque nos erreurs ne seroient que temporaires comme nous, puisque les Français sont en ré-

publique, qu'elle est une & indivisible, osons prononcer que les ennemis de l'ordre le sont aussi de la liberté.

La nation n'a plus d'autorité qui lutte contre la sienne; qu'elle puisse donc voir arriver le colosse que lui doit assurer cette plénitude de puissance: autrement, qu'auroit-elle gagné à la recouvrer? Paris, qui a tant fait & tant perdu pour la révolution, laisseroit-il périr son ouvrage? Non, & les départemens à qui l'impulsion s'est communiquée, les départemens, chez qui la liberté s'est profondément enracinée, ne la laisseront pas perdre. Paris feroit-il le dupe d'une poignée d'égoïstes & d'ambitieux, qui n'ont vu dans le changement des choses qu'un moyen plus sûr de parvenir & d'assurer leur fortune ou leur crédit? Non, j'en ai pour garans, ces hommes qui sont restés plus près de la nature, dans ce foyer de corruption, ces indigens honnêtes à qui, depuis 1789, les plus grands sacrifices n'ont rien coûté, même celui du nécessaire; ceux enfin qui, dans le bouleversement général, ont offert au riche étonné le spectacle de l'ordre, de la vertu & du désintéressement; c'est à eux à nous environner, car c'est pour eux que nous travaillons; c'est d'eux que nous sommes sortis; c'est parmi eux que nous resterons.

J'ai dû, citoyens, vous présenter des considérations, avant les mesures positives que, dès long-temps elles m'ont suggérées; j'ai pensé que nous devons rassembler nos forces, les calculer comparativement avec nos finances, & nous tenir armés chez nous, sauf l'appui que nous avons promis aux peuples qui tenteroient de briser leurs chaînes; &, à cet égard, il est un secours qui ne leur manquera jamais, c'est notre exemple. Tout peuple est fort quand il est libre. Nous devons écarter de l'indigence les suggestions qui l'égarent; car il est facile d'abuser l'homme qui n'a rien, & voici la marche: on commence par le priver d'ouvrage, & on l'irrite ensuite contre son existence civile. Deux mesures premières prouveront au pauvre que vous êtes ses amis, ses consolateurs, & qu'il ne sera plus enfin l'orphelin de la société. 1°. Le rétablissement du droit d'adoption, élémenté de manière que son exercice tourne au profit de la classe infortunée. 2°. La déclaration que, dans le nouveau système d'impositions, la contribution sera, non pas en raison égale, mais en raison progressive, & tellement que LE NECESSAIRE NE PAYE RIEN. Ensuite, une mesure du grand ordre politique doit tranquilliser l'individu sur ce qu'il a de cher, & rassurer le peuple sur sa sou-

veraineté, prévenir les conspirations & faire cesser le danger de la patrie. J'ai cru que nous devions écarter du ministère tout ce qui tendroit à le corrompre; &, pour y parvenir, j'ai pensé que la situation intérieure devoit reparoître souvent sous les yeux du législateur. Il m'a paru que pour faire taire les défiances & étouffer les conspirations, c'étoit à vous à diriger le mouvement révolutionnaire; car, vous sur-tout, vous êtes enfans de la révolution; qu'ainsi, le retour des autorités légales devoit ramener dans la république le calme & l'espoir & que les trames actuelles ou futures devoient être coupées par un tribunal où vous pourriez déférer spécialement les coupables les plus dangereux pour la chose publique; un tribunal semblable à celui que présidoit Brutus à Rome, quand il fit tomber, sous ses yeux, les têtes de ses deux fils conjurés; enfin, j'ai voulu l'ordre. Que la surveillance soit extrême, mais que les défiances exagérées cessent. Quand nous avions un roi, il falloit lutter contre lui, puisqu'il luttoit contre le peuple; mais aujourd'hui, qu'on vienne vous dire franchement si c'est la seule autorité qui subsiste qu'on veut détruire, alors nous serons deux; ceux qui veulent la loi & ceux qui n'en veulent pas; entr'eux le choix de la nation ne sera pas douteux; elle sait qu'il faut que la loi soit détruite pour que la tyrannie naisse.

Dans deux jours, citoyens, un grand coupable sera amené pour la dernière fois à votre barre; il est beau que d'ici à cet intervalle les grands objets de votre délégation vous occupent; assurez donc la moralité du peuple, et quand les moyens que j'ai à vous offrir, tribut de ma conscience et de mon devoir, ne seroient pas tels que vous puissiez les adopter, j'ose penser qu'il n'est pas tout-à-fait inutile que je vous les présente: les causes de nos maux sont variées, les mesures curatives le sont aussi. Oh! si elles pouvoient atteindre au but; si seulement elles contribueroient à éveiller des idées plus saines, des projets plus sûrs; non, il n'est pas un seul d'entre nous qui n'ait quelquefois reposé ses pensées sur ce sentiment si doux qui nous feroit dire: *J'ai ramené le calme et le bonheur dans ma patrie.*

Tous les vœux, toutes les espérances sont attachées à la Convention nationale; c'est en vain que des furieux ou des insensés la déprisent, elle sera forte quand elle le voudra: qu'elle se pro-
nonce, elle sera aimée, bénie du peuple, quand elle le voudra; qu'elle ne le laisse pas à la merci de ceux qui le trompent. Le citoyen nous a confié ses droits, et ses droits sont les nôtres,

car demain nous les exerçons ; le volontaire verse son sang pour la patrie , quand ce sera notre tour , nous saurons verser le nôtre ; montrons-leur donc ici ce qu'ils doivent faire , lorsqu'ils nous remplaceront.

Voici , citoyens , les articles de décrets sur lesquels il me paroît utile que vous jetiez vos regards ; l'amour profond de ma patrie me les a conseillés , j'en demande moi-même l'ajournement et le renvoi aux comités qu'ils peuvent concerner.

P R O J E T S.

P R E M I E R D É C R E T.

A R T I C L E P R E M I E R.

L'armée française sera rappelée par le pouvoir exécutif et placée dans les villes frontières de la République , sauf les points qu'il seroit important de conserver sur le territoire des autres peuples pour protéger leur indépendance , ou pour garantir la République d'une invasion. Le conseil exécutif se concertera à cet égard avec les comités diplomatique , de la guerre et des finances , et le résultat de leurs travaux communs , sera présenté à la Convention lundi à l'ordre de midi.

I I.

Huit jours après , il sera donné un état de nos forces , tant de terre que de mer et des dépenses et approvisionnemens à faire pour tenir la campagne prochaine. Les travaux des recrutemens , des arsenaux , des manufactures d'armes , d'habits de chantiers , et généralement tout ce qui tient à la partie militaire , sera remis en pleine activité.

III.

La Convention nationale décrète qu'elle met au rang des dettes nationales l'acquittement des encouragemens et des récompenses méritées par les défenseurs de la patrie.

DEUXIÈME DÉCRET.

La Convention nationale rétablit le droit d'adoption : il ne pourra s'exercer que de l'homme aisé à l'indigent payant moins de trois journées de travail.

TROISIÈME DÉCRET.

ARTICLE PREMIER.

La Convention nationale décrète qu'il lui sera présenté, d'ici au mois d'avril prochain, un nouveau système d'imposition, dans lequel LE SIMPLE NÉCESSAIRE ÉTANT AFFRANCHI DE TOUT, les quotes contributives seront graduées provisoirement, suivant l'échelle des fortunes et du superflu.

I I.

Le mode nouveau d'imposition, discuté dans le mois d'avril, sera mis à exécution dans toute la république, & sauf l'arriéré, pour le recouvrement du trimestre de Juillet.

QUATRIÈME DÉCRET.

ARTICLE PREMIER.

Il sera mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de cinq millions, pour l'établissement d'ateliers de charité dans la République.

I I.

Les sommes qui seront réparties entre les différens départemens seront employées de préférence à l'entretien & réparation des routes & chemins vicinaux : L'INDIGENT SEUL Y SERA EMPLOYÉ.

CINQUIÈME DÉCRET.

La Convention nationale déclare qu'ayant reçu du peuple la mission de pourvoir à l'établissement de sa constitution, elle doit être la seule autorité qui dirige le mouvement révolutionnaire, en conséquence elle décrète ce qui suit :

TITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

Tous les huit jours, l'agence exécutoire présentera à la Convention nationale l'aperçu de l'état de ses départemens & de ses bureaux.

I I.

Tous les trois jours, avant l'heure de midi, une députa-

tion de la Municipalité de Paris se rendra à la barre de la Convention nationale, & donnera connoissance, en présence du Commandant général de la force publique, de l'état de cette ville, de sa police, de ses approvisionnemens & de ses moyens de pourvoir tant à la sûreté des différens dépôts nationaux, qu'à celle des individus et de leurs propriétés.

TITRE II.

ARTICLE PREMIER.

Chacun des quatre-vingt-trois tribunaux criminels de la république nommera un de ses membres pour être envoyé auprès de la Convention nationale.

I I.

Ces quatre-vingt-quatre membres réunis formeront le Juri & le tribunal d'état.

I I I.

Cinq membres tirés au sort dans les quatre-vingt-quatre, composeront le tribunal présidé par le plus ancien d'entre eux, lesquels nommeront leur greffier, les 79 autres composeront le grand Juri criminel.

I V.

Ce tribunal connoîtra de toutes les causes pour faits de trahison, conspiration ou attentat contre la république, dont la Convention nationale lui attribuera SPÉCIALEMENT la connoissance, sans que ces fonctions extraordinaires détruisent l'attribution générale donnée à ces tribunaux criminels, de prononcer sur les décrets ordinaires d'accusation.

V.

Les membres des tribunaux criminels envoyés pour former le tribunal provisoire actuel, seront remplacés par des membres pris suivant l'ordre déterminé par la loi dans les tribunaux de district.

VI.

Quatre membres de la Convention nationale rempliront auprès de ce tribunal les fonctions de grands procureurs.

TITRE III & dernier.

ARTICLE PREMIER.

Tout individu ou aggrégation d'individus qui prendroit ou recevrait une autorité quelconque, autre que celles établies par les délégués de la nation ayant pouvoir, sera déclaré *hors la loi* : en conséquence tout citoyen devra lui courir sus, à peine de complicité.

I I.

La Convention nationale, après trois délibérations successives, chacune à l'intervalle d'un jour, prononcera la déclaration de *hors la loi* contre l'accusé ou les accusés qui lui seront dénoncés, & qui ne pourront pas être jugés par le tribunal d'état.

I I I.

La Convention nationale déclare que la Patrie n'est plus en danger ; en conséquence, ordonne la cessation de toutes les mesures que le danger de la Patrie avoit rendues nécessaires ; sans cependant déroger à ce qu'elle a statué à l'égard de l'armée française (1).

(1) Plusieurs de mes collègues m'ont fait remarquer la contradiction qui existoit entre ce dernier article et l'établissement d'un tribunal d'état nécessaire par les circonstances actuelles ; j'en suis convenu : mais ayant présenté mon travail brut au jugement de l'Assemblée, je dois le laisser tel qu'il lui a été offert, et avec ses défauts. J'observe seulement que le projet de ce tribunal, sur-tout en ce moment, n'a rien de relatif au jugement du ci-devant Roi.